

Les enseignants menacent de paralyser les écoles primaires

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Tizi Ouzou/ Intempéries Foyers privés d'électricité et tronçons routiers bloqués

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4933 - Lundi 18 novembre 2019 - Prix : 10 DA

cinq candidats en course

Une campagne et des programmes

Page 2

Commémoration

Par Mohamed Habili

Le nombre des Gilets jaunes sortis samedi dernier célébrer le premier anniversaire de leur mouvement a été estimé à moins de 30 000 sur l'ensemble de la France, ce qui ne semble pas une foule particulièrement nombreuse. A Paris, ils n'auraient été qu'un peu plus de 4 000. Toutefois, si l'on en juge par la mobilisation des forces de l'ordre et tout autant par celle des officiels, dont le président Macron, qui a tenu à ce que les Français sachent qu'il était à son poste à l'Élysée et qu'il suivait les événements de très près, on serait porté à croire qu'en fait ils étaient beaucoup plus nombreux. La réalité, c'est que dès le début, ce mouvement, bien plus de contestation que de revendication d'ailleurs, a toujours impressionné ses adversaires bien plus par sa nature que par le nombre qu'il drainait à chacune de ses journées. Passé ses premières semaines, où tout de même le risque avait été sérieux qu'il fasse bouler de neige, il n'a pu faire descendre dans les rues, et regrouper dans les ronds-points, que quelques milliers de personnes sur tout le territoire français. Hors de France, on pouvait même croire à partir d'un certain moment qu'il était mort de sa belle mort, tellement il avait cessé de faire parler de lui. Qu'il soit donc parvenu à faire sortir autant de monde samedi dernier, à l'occasion de son premier anniversaire, est en soi une sorte d'exploit. Ce 16 novembre, on dirait que même les forces de l'ordre ont tenu à marquer à leur manière le coup, en faisant en sorte qu'il n'y ait du côté des manifestants aucune de ces blessures de guerre qu'elles avaient souvent infligées par le passé.

Suite en page 3

Élection présidentielle

C'est parti pour la campagne électorale

● Mohamed Amine Messaid nouveau directeur de campagne de Tebboune



Au premier jour de leur campagne électorale et qui durera 21 jours, les candidats au Palais d'El Mouradia ont tenté hier de convaincre les électeurs à se rendre nombreux aux urnes. Ils ont insisté sur l'importance d'aller voter le 12 décembre, en vue de «faire sortir le pays de la crise qu'il traverse et de bâtir une Algérie nouvelle». Lire page 2

Tindouf /El-Mouggar

L'Algérie s'engage à promouvoir le commerce entre les pays voisins

Page 5

16^e édition de Dimajazz

Le Wonder Collective clôture en beauté le festival

Page 13

Élection présidentielle

C'est parti pour la campagne électorale

■ Au premier jour de leur campagne électorale et qui durera 21 jours, les candidats au Palais d'El Mouradia, ont tenté hier de convaincre les électeurs à se rendre nombreux aux urnes. Ils ont insisté sur l'importance d'aller voter le 12 décembre, en vue de «faire sortir le pays de la crise qu'il traverse et de bâtir une Algérie nouvelle».

Par Louiza Ait Ramdane

C'est à Tlemcen que le candidat Ali Benflis a donné le coup d'envoi à sa campagne électorale en vue des élections présidentielles. Ali Benflis a axé son discours devant ses partisans sur son programme présidentiel. Lors d'un meeting, il est revenu sur les raisons pour lesquelles il a décidé de se présenter à la course électorale. «J'ai présenté ma candidature dans le but de mettre fin à la crise». Le candidat au Palais d'El Mouradia a promis la fin de l'ère du président aux prérogatives de Pharaon. «Je travaillerai pour limiter les prérogatives du président de la République», a-t-il déclaré. Parmi les promesses du président de Talaie El Houriyet, la désignation d'un Premier ministre issu de la majorité parlementaire. Dans le cas où il sera élu président, Benflis promet d'organiser des audiences hebdomadaires avec le gouvernement et libérer les médias publics. L'ancien premier ministre a, par ailleurs, appelé à la participation aux élections pour éteindre la fitna et éviter l'aggravation de la crise que vit l'Algérie. «Cette présidentielle ne sera pas exemplaire, vu la conjoncture actuelle, mais elle sera acceptable», a estimé le candidat, ajoutant que «des élections exemplaires se tiendront à l'avenir». M. Benflis a appelé à la résolution de la crise politique par «le dialogue et le bannissement de la violence,



PHOTO: R

sous toutes ses formes», car les Etats se gouvernent par le dialogue. Il s'engage également à œuvrer pour garantir l'indépendance de la justice, une justice qui obéit à la loi et à la conscience et dirigée par une instance indépendante, activer le rôle de la Cour des comptes, la libérer et lui attribuer des prérogatives à travers un contrôle en amont et en aval des dépenses publiques. Quant à Abdelkader Bengrina, il a choisi un lieu symbolique du Hirk pour entamer sa campagne électorale en prévision du scrutin présidentiel. Le candidat à la présidentielle, a réuni hier, ses partisans à la Grande Poste. Le candidat engagé dans la

course au Palais d'El Mouradia a mis l'accent sur la symbolique de cette place. Dans un discours prononcé à l'occasion, à ses partisans, il a déclaré que «c'est à partir de cette place que la presse s'est libérée et avec elle plusieurs autres secteurs de la société». «C'est une place mythique qui a marqué le début de l'élimination de la bande», a-t-il ajouté. Par la suite, le candidat à la présidentielle, accompagné de ses partisans, a traversé le boulevard Mustapha Ben Boulaïd pour se rendre à l'entrée principale du port d'Alger près de la stèle commémorative de l'attentat perpétré par l'OAS, le 2 mai 1962. Deux autres candidats

à la présidentielle, à savoir Abdelaziz Belaid et Azzedine Mihoubi ont choisi le Sud du pays pour entamer leur cam-

pagne. Abdelmadjid Tebboune s'exprimant par la voix du directeur de la commission jeunesse de sa Direction de campagne électorale, Hassane Mermouri, a affirmé à partir de Sidi Fredj qu'il dispose d'un plan pour que de nouveaux hommes d'affaires soient promus, parmi les jeunes porteurs de projets start-up. L'orateur qui s'exprimait lors d'un meeting a affirmé que le Hirk qui a libéré tout le monde a fait que le terrain est désormais propice pour la mise en place d'une nouvelle république. Abdelmadjid Tebboune, ajoute M. Mermouri, porte un projet prometteur qui fait confiance aux jeunes et les inclut dans la prise de décision. Mermouri a souligné que l'économie moderne se base sur la connaissance et son candidat va l'encourager et sera l'intermédiaire entre l'ancienne et la nouvelle génération.

L. A. R.

Mohamed Amine Messaid nouveau directeur de campagne de Tebboune

LE DIRECTEUR de la campagne électorale du candidat à la présidentielle Abdelmadjid Tebboune, Abdellah Baali, a démissionné de son poste hier pour des raisons qui restent inconnues. Abdelmadjid Tebboune n'a pas perdu de temps pour trouver un nouveau directeur de campagne. Il s'agit de Mohamed Amine Messaid qui est un haut cadre de l'Etat qui était directeur de cabinet de Tebboune, en tant que ministre de l'Habitat et précédemment, chef de cabinet de Sellal. Mohamed Amine Messaid, qui avait également occupé le poste de président de Holding tourisme, est un ancien cadre du ministère des Finances.

L. A. R.

Une campagne et des programmes

Sans fanfare habituelle et dans un climat plutôt tendu, le coup de starter de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 12 décembre prochain a été lancé hier matin. Ainsi durant trois semaines, les cinq candidats au poste de la magistrature suprême du pays tenteront d'agripper un électoral, majoritairement détaché de ce scrutin, pour se présenter en masse aux urnes le 12 décembre prochain et ce, en déployant leurs programmes respectifs. Une mission qui d'ores et déjà s'annonce compliquée aussi bien pour les prétendants au fauteuil d'El Mouradia que pour les potentiels électeurs intéressés, tant les programmes électoraux déclinés se ressemblent. A ce titre, affirmant tous porter les revendications du Mouvement populaire pacifique qui depuis le 22 février dernier investit la rue chaque vendredi et mardi, exige une rupture avec l'ancien système et un renouvellement complet de la classe dirigeante, les cinq prétendants ont rendu ces derniers jours publiques les grandes lignes de leurs programmes électoraux, tout en appelant les électeurs à participer massivement au rendez-vous du 12 décembre. C'est ainsi que Abdelmadjid Tebboune, ancien Premier ministre, qui se présente en candidat indépendant, a placé son programme électoral sous le slogan «Engagés pour le changement, capables de le réaliser». Il s'est ainsi engagé à «tout entreprendre» s'il est élu à la présidence de la République, pour «réaliser les

attentes et les aspirations légitimes portées par le Hirk du 22 février». Pour ce faire, son programme électoral se décline en ce qu'il a appelé les «54 engagements» pour «l'instauration d'une nouvelle République». Outre «une large révision de la Constitution, une reformulation du cadre juridique des élections, un renforcement de la bonne gouvernance à travers la séparation du monde des affaires de la politique et la mise en place de mécanismes garantissant la probité des fonctionnaires publics», il affirme engager une nouvelle politique de développement via un «nouveau modèle économique basé sur la diversification de la croissance et l'économie de la connaissance». De son côté et pour sa première participation à une élection présidentielle lui aussi, Azzedine Mihoubi, secrétaire général par intérim du Rassemblement national démocratique (RND), a dévoilé un programme électoral axé sur l'économie pour tenter de convaincre les Algériens de la nécessité d'aller en masse aux urnes. L'ancien ministre de la Culture a en effet avancé, dans son programme électoral, 150 propositions visant à relancer l'économie nationale, plaçant pour la création d'un ministère de l'Economie qui réunira les secteurs de l'Energie, des Finances, de l'Industrie, des Télécommunications et de la Poste. Mihoubi mise dans sa nouvelle politique sur le développement d'une économie entrepreneuriale qui prévoit, en outre, une réforme du secteur des

finances et du cadre législatif régissant l'investissement étranger, et poursuivre la lutte contre la corruption. Pour sa part et après deux échecs aux élections présidentielles de 2004 et de 2014, Ali Benflis, président du parti «Talaie El Houriyet», brigue à nouveau la magistrature suprême, lui qui a toujours considéré que l'organisation de l'élection présidentielle représentait «la voie la moins longue, la moins risquée et la moins coûteuse pour le pays» pour sortir de la crise. Ancien Premier ministre et ex-ministre de la Justice, Benflis a qualifié le scrutin du 12 décembre prochain d'«occasion historique» qui s'offre aux Algériens, tout en les appelant à faire de ce rendez-vous présidentiel «autre chose qu'un autre faux-fuyant, un autre sursis accordé à un régime politique en voie de déchéance ou un semblant de changement sans le changement». Préconisant «un programme d'urgence nationale», ce candidat s'engage, s'il est élu, à mettre en œuvre «trois mesures prioritaires» dès la prestation de serment. Il s'agit de «l'ouverture de consultations» avec des partis politiques, des membres de la société civile et des personnalités nationales, de «la formation d'un gouvernement d'ouverture politique» et de «la dissolution de l'Assemblée populaire nationale». Selon ce candidat, les grands chantiers du changement démocratique sont au nombre de sept: le chantier institutionnel, constitutionnel, judiciaire, le chantier des libertés et des droits, le

chantier médiatique et, enfin, celui de la moralisation de la pratique politique et la vie publique. Quant à Abdelaziz Belaid, du Front El moustaqbal, son programme électoral s'articule principalement sur «des réformes profondes répondant aux aspirations du peuple algérien». Sous un slogan de campagne électoral intitulé, «Le peuple décide», il s'engage qu'une fois élu président de la République, à bâtir «des institutions fortes reflétant la place de l'Etat algérien». Parmi ses priorités figurent «la révision de la Constitution et toutes les lois relatives aux réformes», «l'ouverture d'un dialogue inclusif avec toutes les obédiences politiques du pays» et «l'édification d'une économie forte, garantir l'indépendance de la justice, éliminer la corruption, l'éradication du chômage et la revalorisation des salaires des fonctionnaires...» Enfin, Abdelkader Bengrina, président du Mouvement El-Bina qui participe pour la première fois à une élection présidentielle, promet à son tour de «répondre aux revendications du Hirk» et d'ouvrir «un dialogue sans exclusion». Son programme «s'appuie essentiellement sur le principe de consultation des Algériens sur les voies de sortie de crise», «la récupération des fonds volés», «assurer la sécurité alimentaire et territoriale de l'Algérie», et à «redonner espoir au peuple algérien». Ceci avant d'appeler à «une forte participation» au prochain rendez-vous électoral afin de «préservier l'Algérie».

Lynda Naili

Grève de trois jours par semaine à partir d'aujourd'hui

Les enseignants menacent de paralyser les écoles primaires

■ Après de multiples grèves et rassemblements et l'échec de la rencontre avec les représentants du ministère de l'Éducation, la coordination des enseignants du primaire annonce une grève de trois jours par semaine à partir d'aujourd'hui 18 novembre, au cas où les revendications des enseignants ne seraient pas sérieusement prises en charge.

Par Thinhenne Khouchi

Les enseignants du primaire sont déterminés à avoir gain de cause cette année. En effet, après de multiples grèves sans couverture syndicale, des grèves organisées par certains syndicats de l'Éducation, puis des rassemblements devant les directions régionales de l'éducation, une réunion avec le représentant de la tutelle qui a échoué, les enseignants ont décidé finalement de durcir le ton. La coordination des enseignants du primaire annonce donc une grève de trois jours par semaine à partir d'aujourd'hui «18 novembre» au cas où la plateforme de revendications qui comprend 13 points n'est pas sérieusement prise en charge. Cette décision a été prise au terme de la réunion de coordination des enseignants du primaire avec leur ministère. Les enseignants avaient d'ailleurs affirmé qu'ils n'ont pas trouvé un terrain d'entente avec le représentant de tutelle sur leur plateforme de revendications. «En ce qui concerne le décret exécutif n° 12/240 contenant le statut principal des corps communs de l'Éducation nationale, le reclassement, l'augmentation des salaires et la réduction de la taille horaire, le ministère a refusé de discuter de ces dossiers sous prétexte que, revêtant un caractère purement professionnel, il n'a pas les prérogatives de le faire avec un collectif non agréé», indiquent les ensei-



Ph.D.R.

gnants qui ont participé à cette réunion. Pour trouver satisfaction à leurs revendications, les enseignants veulent se réunir, le plutôt possible, avec le ministre de l'Éducation. Et au cas où le dialogue et les conditions préalables ne seraient pas acceptés, les instituteurs menacent d'observer une grève ouverte et de boycotter les examens du premier trimestre qui ne vont pas tarder à débuter. Enfin, concernant les revendications, les enseignants demandent l'amélioration de leurs conditions de travail à travers la mise à leur dis-

position de l'ensemble des moyens pédagogiques nécessaires, mais aussi des manuels et des livres scolaires pour chaque niveau. Ils ont aussi réclamé l'uniformisation des fiches techniques et des approches pédagogiques pour les manuels scolaires de tous les niveaux du cycle primaire. Aussi, ils ont revendiqué la limitation des missions des enseignants du primaire au volet pédagogique uniquement et de les dispenser des séances de l'éducation sportive ou de surveillance des élèves. Les protestataires

ont aussi réclamé la «sécurisation» des écoles primaires et l'instauration d'une journée pour la réception des parents d'élèves, afin d'éviter l'anarchie au sein des établissements. En outre, ils ont réclamé l'application du décret du mois d'octobre 2014 portant sur la promotion des enseignants du cycle primaire à la 12^e catégorie, en plus de la réduction des heures de travail et de l'abrogation de la note les obligeant à assurer des cours de soutien dans les établissements.

T. K.

Eau et assainissement

Assurer un service public «à l'échelle nationale» avant fin 2020

Le service public de la gestion de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement sera assuré dans l'ensemble des communes du pays «avant la fin de 2020», a annoncé, hier à Alger, le ministre des Ressources en Eau, Ali Hamame. «Le travail (transfert de gestion) se poursuit jusqu'à ce que l'ensemble des communes du pays soient sous la responsabilité de l'Algérienne des eaux "ADE" et l'Office national de l'assainissement "ONA" avant fin 2020», a expliqué M. Hamame lors d'une réunion de travail avec les cadres de son secteur autour de l'examen de l'état du service public dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. M. Hamame a fait savoir qu'entre 2018 et 2019, il a été procédé au transfert de la gestion du service public de l'eau de 160 communes respectivement à l'ADE et l'ONA. Ainsi, 140

communes ont été transférées à l'ADE, ce qui a élargi le champ d'action de cette entreprise publique à 1 000 communes établies à travers le pays. La gestion service public de l'eau de 20 autres communes a été confiée, quant à elle, à l'ONA. Cela porte le domaine de gestion de cet organe public à 1 147 communes à l'échelle nationale. Sur le plan organique, le ministre a indiqué que la clôture des projets de réalisation en cours du secteur des Ressources en eau à la fin de l'année en cours, permettra de disposer de 155 milliards de dinars, qui profiteront à l'inscription de nouvelles opérations du secteur. Au niveau du programme sectoriel centralisé, la somme issue de la clôture des opérations est estimée à 141 milliards de DA, pouvant permettre l'inscription de nouvelles opérations au profit du secteur, a pré-

cisé le même responsable. Concernant le programme décentralisé géré par les walis, le montant disponible après clôture des opérations d'ici fin 2019, s'élève à 14 milliards de dinars. Pour ce faire, M. Hamame a appelé les différents cadres locaux du secteur à accélérer le rythme de réalisation des projets que compte le secteur, tout en assurant la régulation des crédits financiers disponibles afin de présenter le dossier de leur utilisation dans le cadre de nouveaux projets. «La loi de finances 2020 ne prévoit pas de nouveau programme au profit du secteur», a-t-il ainsi rappelé. Actuellement, 2 051 opérations sont enregistrées au niveau du secteur des Ressources en eau avec une autorisation de programme globale estimée à 2 918 milliards de dinars. De plus, M. Hamame a indiqué qu'elle entre dans le

cadre de l'évaluation du taux d'exécution des décisions prises lors des visites de terrain dans les différentes wilayas du pays et lors des réunions de coordination interministérielle. Il a souligné la nécessité de l'amélioration continue du service public au niveau de la ressource en eau, notamment en étendant le renforcement du raccordement à l'eau potable des régions enclavées. De plus, M. Hamame a appelé les responsables régionaux des ressources en eau à hisser leur coordination avec les services locaux de la santé, du commerce, l'environnement, de l'agriculture et des collectivités locales, dans le cadre de la lutte contre les maladies hydriques. Lors d'un point de presse en marge de la rencontre, le ministre a indiqué que le taux de remplissage des barrages au niveau national est estimé actuel-

LA QUESTION DU JOUR

Commémoration

Suite de la page une

Aucun des Gilets jaunes, qui d'ailleurs pour l'occasion n'étaient pas en jaune mais plutôt en noir, n'a perdu un bras ou un œil, comme il était à craindre. A un certain moment, on apprend que la marche devant partir de la Place d'Italie est annulée sur ordre du préfet de police, au motif que les casseurs y sont déjà en action. Là-dessus, c'est le préfet de police en personne qui se fend d'une déclaration comme quoi, c'était là quelque chose de programmé et de voulu, que cela entraînait dans un plan conçu pour «nasser» les casseurs à cet endroit et pas à un autre. Quelque chose que tout le monde a remarqué alors, c'est l'absence à ses côtés du ministre de l'Intérieur, ce qui était de nature non pas à effrayer mais au contraire à rassurer les partisans de l'ordre. Si Christophe Castaner n'est pas aux premières lignes cette fois-ci, c'est que la situation est bel et bien sous contrôle. C'aurait été lui qui aurait pris la parole à ce moment, alors là oui, le pire aurait été à craindre. Bloqués sur la Place d'Italie, les manifestants en ont profité pour vandaliser le monument dédié à la mémoire du maréchal Juin. Il faut croire qu'ils ne professent pas un respect débordant pour un militaire qui ne s'est rallié que sur le tard au combat contre l'occupant nazi. Il a été ensuite contre l'indépendance du Maroc, puis contre celle de l'Algérie. Dans les dernières années de sa vie, il n'était plus toléré dans les cérémonies et célébrations relatives à la Seconde Guerre mondiale. On a dédié un monument commémorant quelqu'un qui de son vivant ne pouvait pas assister aux commémorations. Une contradiction que les Gilets jaunes ont voulu résoudre, histoire de faire quelque chose de leurs mains et de leurs bras, enfermés qu'ils étaient sur la Place d'Italie.

M. H.

lement à près de 70 %. Concernant le risque d'inondations induit par les importantes intempéries auxquelles fait face le pays depuis quelques semaines, il a souligné qu'il s'agissait d'une problématique mondiale causée par les effets du changement climatique». Dans ce cadre, il a exhorté à assurer l'entretien régulier des réseaux d'assainissement, citant un outil créé par une start-up algérienne pour retenir les boues et déchets au niveau des points d'évacuation des eaux usées.

Safy T./APS

Conférence internationale sur les start-up à Alger

Nécessité d'un cadre réglementaire fixant leurs statuts

■ Les travaux de la Conférence internationale sur l'appui des start-up dans les domaines du service public, tenue samedi à Alger, ont été sanctionnés par une série de recommandations s'articulant essentiellement autour de la mise en place d'un cadre réglementaire définissant les statuts des start-up et d'un écosystème propre à ces entreprises composé de l'ensemble des acteurs et des intervenants.

Par Ihsane Ch.

Issues des 5 ateliers de cette Conférence, ces recommandations reposent sur 4 axes ayant trait au système, à la coordination entre les différents acteurs, au financement, au plan de charges en faveur des start-up, à la formation ainsi qu'à la coopération internationale et à l'échange. Ces recommandations ont souligné la nécessité de faciliter aux start-up l'accès à la commande publique à travers l'adaptation du cahier de charges en y introduisant une clause faisant obligation de recourir à la sous-traitance avec ces start-up, tout en incitant les opérateurs publics et privés à recourir aux solutions innovantes créées par ces entreprises. En outre, les secteurs ministériels et les entreprises économiques ont été appelés à promouvoir le partenariat avec les start-up et les jeunes porteurs de projets innovants et de prendre des mesures incitatives à caractère fiscal pour que les opérateurs public et privé recourent aux solutions innovantes proposées par les start-up. Entre autres recommandations, figure la réactivation des dispositions de l'article 78 du



décret présidentiel 247-15 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et délégations du service public, à travers la promulgation d'une décision du ministre des Finances pour le soutien aux micro-entreprises et aux start-up. Les recommandations de cette conférence prévoient également l'affectation par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire d'une enveloppe financière au titre de l'exercice 2020, destinée à l'acquisition de solutions intelligentes dans le domaine des services publics, outre l'incitation des secteurs ministériels au développement des applications intégrables (comme la carte d'identité biométrique) et à la mise en place de mécanismes centraux pour le suivi des projets réalisés dans le cadre de partenariat avec les collectivités locales et les startups. Il s'agit également de l'importance d'améliorer la nomenclature des programmes d'investissement public à travers l'insertion des nouvelles solutions innovantes par les start-up, d'exhorter les collectivités locales à signer une convention d'expertise avec ces entreprises ainsi que de lancer le projet intitulé «le premier client» permettant à la start-up d'obtenir un premier marché via la commande publique. Les recommandations mettent l'accent également sur la promotion du rôle des incubateurs au niveau du système intégré des start-up, notamment au niveau des universités, des entreprises, des banques, des centres de recherche, outre la création d'une agence chargée de la

coordination pour élaborer le cadre réglementaire définissant les statuts des start-up. Il a été recommandé également de développer les points de contact au niveau des 48 wilayas pour assurer un rôle de médiateur chez les start-up et les collectivités locales, enrichir la plateforme électronique des start-up mise en place par le ministère de l'Intérieur tout en ouvrant aux porteurs d'idées innovantes. Les start-up ont été appelées, dans le cadre des mêmes recommandations, à se rassembler sous forme d'associations locales ou nationales et créer des réseaux de coopération unifiant leurs efforts. S'agissant de la formation, le ministère de l'Intérieur a programmé la création d'incubateurs de start-up dans le but de favoriser l'émergence de start-up spécialisées dans domaine du service public, notamment en ce qui concerne la pièce d'identité biométrique, le traitement des déchets et l'éclairage public. Il a été convenu, dans ce sillage, d'organiser des cycles de formation au profit des start-up et leurs incubateurs sur le service public de proximité. Pour ce qui est de la coopération internationale et de l'échange d'expertises, l'accent a été mis sur l'importance de s'assurer de la mise à profit des expertises de l'élite ayant immigré et de la diaspora dans l'accompagnement et le développement des start-up.

De plus, parmi les recommandations figure l'introduction de l'axe portant sur la promotion des start-up au titre des accords de coopération décentralisée avec leurs homologues étrangers, l'institution d'un concours

annuel intitulé «Les start-up de l'année», destiné aux start-up africaines, en vue de consolider les échanges entre les pays africains et promouvoir également l'image des entreprises algériennes, aussi bien start-up et innovantes. A rappeler que cette Conférence internationale sur l'appui des start-up vient en application des mesures prises par le gouvernement en direction des start-up, notamment celles annoncées par le Premier ministre, début octobre, concernant notamment la création de trois zones technologiques au niveau national au profit des start-up et d'un Fonds national de financement et d'appui aux initiatives de ces entreprises innovantes, ainsi que la facilitation de l'environnement fiscal au profit des start-up, notamment à travers d'importantes exonérations fiscales.

Les start-up mettent en avant les mesures initiées par les pouvoirs publics

Les start-upers ayant pris part, samedi à Alger, à «la Conférence internationale sur l'appui des start-up dans les domaines du service public», ont mis en avant les procédures et mesures prises par les pouvoirs publics pour soutenir et accompagner les porteurs de projets innovants. S'exprimant en marge des travaux de la Conférence internationale qui a vu l'organisation d'une exposition pour la présentation de différents produits réalisés par des start-up, les créateurs de start-up ont affirmé que la réalisation des idées et

projets innovants est possible tant que les pouvoirs publics s'engagent à accorder l'appui et l'accompagnement nécessaires pour créer et pérenniser les start-up. Dans ce sillage, une représentante de l'entreprise «Baghdadi», activant dans le domaine de collecte et de tri des déchets, a indiqué que leur start-up était une idée avant d'être concrétisée sur le terrain, relevant que «la start-up qui sera lancée prochainement, utilisera un nouveau système de collecte et de tri contribuant à la valorisation des déchets, la préservation de l'environnement et à la lutte contre la pollution». «Il faut persévérer pour atteindre son objectif et ne pas lâcher prise (...), les expériences nous ont appris que les grandes firmes mondiales ayant démarré de rien, valent aujourd'hui des milliards de dollars et emploient des milliers de salariés», a-t-elle ajouté. De son côté, l'architecte Mezzar Zakaria a fait savoir que la «SarL Yard-in Co» a réalisé son projet relatif à la mise en place d'une plateforme numérique regroupant plusieurs acteurs dans le domaine du BTP, facilitant ainsi le contact entre les entrepreneurs, les ingénieurs et les bureaux d'études et autres. Cette plateforme, ajoute M. Mezzar, permet d'économiser du temps et de prendre des décisions en temps réel. Elle sert également d'espace d'interaction entre les différents intervenants dans le projet. «Jusqu'à présent, nous n'avons pas rencontré de difficultés pour la création de cette entreprise, sauf quelques entraves administratives liées au financement», a-t-il poursuivi, appelant les jeunes à saisir l'opportunité offerte par l'Etat afin de renforcer le tissu des start-up dans les différents domaines. Pour sa part, la responsable commerciale de l'entreprise «Design ville» a loué les mesures incitatives visant l'appui des jeunes en la création de leur start-up. Design ville qui active, depuis 2018, dans l'alimentation des établissements scolaires en énergie solaire (climatiseurs, chauffages, chauffe-eaux etc.), vise à promouvoir et élargir davantage son activité, a-t-il fait savoir, rappelant que l'entreprise qu'il représente assure l'énergie solaire à 5 écoles de la wilaya d'Alger en attendant la généralisation de cette expérience réussie. Intervenant à cette occasion, le chef du département relations extérieures au Cerist a souligné que le Centre accorde son soutien aux jeunes à travers l'organisation de concours au profit des porteurs de projets innovants dans le cadre des start-up, notamment dans les domaines de la santé, l'agriculture et les transports. A rappeler que la conférence a vu la présence de nombre de ministres et acteurs dans le domaine de la promotion des start-up, en sus d'étudiants intéressés par ce domaine.

Tlemcen

Intervention de l'ANP pour désenclaver les zones touchées par les fortes chutes de neige

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, samedi à Tlemcen, plusieurs interventions pour désenclaver les zones touchées par les fortes chutes de neige et prêter assistance aux populations, indique, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «En exécution des instructions du général de

corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire relatives à l'intervention rapide des unités de l'ANP déployées dans les régions qui enregistrent des intempéries, et suite aux fortes chutes de neige qu'a connues samedi 16 novembre 2019, Tlemcen (2^e Région militaire), et qui ont entra-

vé la circulation sur certains axes routiers, des détachements de l'ANP ont opéré des interventions pour ouvrir les routes bloquées et désenclaver les zones touchées par ces intempéries et prêter assistance aux populations, surtout sur la Route nationale numéro 99 et le chemin de wilaya numéro 106», précise le communiqué.

Anis H.

I. Ch./APS

Tindouf /El-Mouggar

L'Algérie s'engage à promouvoir le commerce entre les pays voisins

■ Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a affirmé, samedi à Tindouf, que la relance du Salon international «El-Mouggar» traduit l'engagement des pouvoirs publics algériens à promouvoir les échanges commerciaux entre les pays voisins.

Par Hocine Y.

«La relance du Salon international "El-Mouggar" traduit l'engagement des pouvoirs publics à promouvoir les opportunités d'échanges commerciaux entre les pays voisins», a souligné M. Djellab lors d'un forum tenu en marge de la manifestation économique et commerciale d'El-Mouggar, au terme de sa tournée dans la wilaya de Tindouf. Le ministre a déclaré que «la dynamisation de l'économie et du commerce entre les populations des régions frontalières des pays limitrophes fait partie des projets du gouvernement algérien visant la création d'activités économiques et commerciales dans des régions économiques importantes, constituant une véritable base de lancement de l'intégration économique dans la région». «La nouvelle approche de ce salon international consiste en la préservation aussi de sa vocation culturelle en vue de refléter la diversification économique, culturelle et touristique de l'Algérie», a-t-il dit. Le ministre mauritanien du Commerce et du Tourisme, M. Sid Ahmed Ould Mohamed, a, de son côté, indiqué que «nous sommes indubitablement en quête de davantage d'efforts conjugués pour exploiter les opportunités existantes en matière d'échanges commerciaux entre les pays africains», avant de qualifier la manifestation El-Mouggar comme «une des formes d'échanges commerciaux que les pays aspirent à mettre en forme». M. Ould Mohamed a affirmé que «le gouvernement mauritanien tient fermement à concrétiser l'intégration commerciale



PHOTO

des pays participants». Le président-directeur général (P-dg) du groupe de transports des marchandises et de logistique (LogiTrans), Boualem Kini, a indiqué à l'APS que «46 caravanes commerciales ont, depuis la signature de la convention entre le groupe et le ministère du Commerce, été organisées vers les pays voisins (Mali, Niger et le Sénégal) transportant plus de 27 000 tonnes de divers produits nationaux, dont les équipements électroménagers et matériaux de construction». Le même responsable a fait savoir que «les capacités d'export vers ces pays devront connaître, en perspective de 2020, une tendance à la hausse avec le renforcement de la flotte roulante du groupe de cent nouveaux camions de transport». Cette manifestation relancée, après son éclipse depuis les années 1970, regroupe pas moins de 100 opérateurs économiques et commerciaux issus d'Algérie et d'autres pays africains limitrophes, dont la Mauritanie, le Sénégal, Mali, Niger, en sus de la République Arabe sahraoui démocratique (RASD). Ce rendez-vous économique sera mis à profit pour promouvoir les échanges commerciaux, la mobilisation d'une base logistique au niveau de la wilaya susceptible de réunir les conditions requises pour l'acheminement des marchandises et garantir les procédures de stockage des produits, gérer les procédures douanières, et assurer de nouveaux revenus pour la commune de Tindouf, ont indiqué les organisateurs. L'ouverture du poste frontalier terrestre «Mustapha-Ben-Boulaid», entre l'Algérie et la Mauritanie, constitue également une ébauche pour la relance de la coopération commerciale entre les deux pays et devra contribuer au développement des activités commerciales et économiques, à la satisfaction de la population locale et de celles des pays limitrophes aux frontières algériennes. La manifestation économique et commerciale «El-Mouggar» est organisée conjointement par la société algérienne des expositions et de l'exportation (Safex), le groupe de transports des marchandises et de logistique (LogiTrans) et les Chambre de commerce et d'Industrie des pays participants.

H. Y.

entre les pays du Maghreb arabe par souci de faire de ce forum la locomotive d'échanges commerciaux à l'échelle africaine», avant d'annoncer que la ville de Nouadhibou abritera la prochaine édition d'El-Mouggar. Le ministre malien du Commerce, M. Mohamed Ag Erlaf, a souligné pour sa part que «la manifestation économique et commerciale d'El-Mouggar est une opportunité pour les populations des pays africains pour tirer profit des échanges commerciaux», avant d'exprimer son espoir de voir cette manifestation se développer davantage. Cette exposition commerciale relancée, après son éclipse depuis les années 1970, regroupe pas moins de 100 opérateurs économiques et commerciaux issus de l'Algérie et d'autres pays africains limitrophes, dont la Mauritanie, le Sénégal, Mali, Niger, en sus de la République arabe sahraoui démocratique (RASD). Ce rendez-vous économique sera mis à profit pour promouvoir les échanges commerciaux, la mobilisation d'une base logistique au niveau de la wilaya susceptible de réunir les conditions requises pour l'acheminement des marchandises et garantir les procédures de stockage des produits, gérer les procédures douanières, et assurer de nouveaux revenus pour la commune de Tindouf, ont fait savoir les organisateurs. La manifestation servira aussi de grande vitrine pour les opérateurs économiques algériens pour la commercialisation de

leurs produits, la conclusion de conventions de coopération dans ce domaine, la vulgarisation des produits algériens exportables en direction de leurs homologues africains, selon la même source.

Djellab : «Un point de départ du processus d'intégration économique africaine»

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a souligné, samedi à Tindouf, que «la manifestation économique d'El-Mouggar-2019 constitue le point de départ du processus de l'intégration économique africaine». «La manifestation économique d'El-Mouggar-2019 constitue le point de départ du processus de l'intégration économique africaine que l'Algérie assumera un rôle commercial et économique majeur entre les pays africains voisins», a affirmé M. Djellab en ouverture de ce rendez-vous économique africain qu'abrite la wilaya de Tindouf. M. Djellab, qui était en compagnie des ministres mauritanien du Commerce et du Tourisme et malien de l'Industrie et du Commerce, MM. Sid Ahmed Ould Mohamed et Mohamed Ag Erlaf respectivement, a soutenu que «cette manifestation économique permettra de vulgariser et écouler le produit algérien en milieu des opérateurs économiques africains et devra promouvoir les relations économiques et commerciales entre les pays africains». Après avoir mis en avant l'importante conso-

lidation des échanges économiques et commerciaux entre les pays africains, le ministre du Commerce a indiqué que «la plupart des importations des pays africains, soit 60 % à 70 %, proviennent de pays non africains, qu'il appartient a-t-il ajouté, de renforcer les mécanismes de coopération entre les pays africains». «La sécurité et la stabilité régnant dans la région, fruit des efforts de l'Armée nationale populaire, constituent un élément essentiel à même d'encourager l'organisation de pareils événements économiques régionaux», a-t-il soutenu. Dans un point de presse, le ministre mauritanien du Commerce et du Tourisme, M. Sid Ahmed Ould Mohamed, a, de son côté, affirmé que «la prochaine édition d'El-Mouggar sera organisée en Mauritanie en vue, a-t-il indiqué, de permettre aux Mauritanien de s'enquérir des divers produits algériens et de faciliter également le mouvement des marchandises entre les deux pays». «Nous sommes prêts à coopérer avec tous ceux contribuant à l'intégration économique en Afrique et nous considérons que le Maghreb arabe est la locomotive de l'intégration économique africaine», avant d'ajouter que «ces ambitions se réaliseront à la faveur de la sécurité et la stabilité ambiante dans la région». Le vice-président de la Chambre de commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), M. Issa Iltsay, a, pour sa part, indiqué que «cette manifestation constitue un espace commercial entre

Energie /installation

Chikhi prend ses fonctions à la tête de Sonatrach

Kamel-Eddine Chikhi a pris, hier à Alger, ses fonctions au poste de président-directeur général (P-DG) du Groupe Sonatrach en remplacement de M. Hachichi Rachid. Président de la cérémonie d'installation, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a félicité le nouveau P-

DG de Sonatrach pour ce poste, l'appelant à fournir davantage d'efforts pour permettre à Sonatrach de garantir la sécurité énergétique du pays à long terme. Dans le même cadre, il a mis en exergue les réalisations de M. Chikhi, notamment sa contribution à la

promotion du domaine minier, et sa supervision des travaux de recherche sanctionnés par d'importantes découvertes, outre sa gestion de plusieurs projets de développement de nouveaux pôles pétroliers et gaziers à Reggane, Timimoune et Adrar. Le ministre a salué, par

ailleurs, les efforts consentis par l'ex-PDG du Groupe, Rachid Hachichi, en vue de mener Sonatrach vers davantage de développement, valorisant, en outre, sa contribution active à la présentation et à l'explication de la loi sur les hydrocarbures, adoptée jeudi à la majorité, par

l'APN. Pour sa part, le nouveau P-DG a déclaré que «la responsabilité dont il vient d'être investi est grande et lourde à la fois. Pour cela, il ne ménagera aucun effort en vue de s'acquitter pleinement de son devoir».

L. O.

Jijel

Une production «record» d'huile d'olive attendue



■ Une production prévisionnelle de onze millions de litres d'huile d'olive sera réalisée dans la wilaya de Jijel à l'issue de la cueillette de la saison agricole 2019-2020, contre une production de six millions de litres réalisée lors de la saison précédente, a annoncé samedi à l'APS, le secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya.

Par Amel B.

Cette augmentation qui représente «un saut qualitatif», est le fruit des conditions climatiques «favorables», en sus du renforcement du secteur par l'acquisition de plusieurs huileries modernes ayant permis de réceptionner la totalité de la récolte, ce qui a encouragé les producteurs à fournir plus d'efforts, a souligné le même responsable.

L'entrée en service du premier pressoir moderne non polluant a

permis d'obtenir un produit conforme aux normes internationales, a indiqué de son côté, l'investisseur, Mohamed Benseghir.

Ce pressoir est doté des dernières technologies qui préservent la valeur nutritionnelle de l'huile pressée et consomment moins d'eau, soit une quantité qui ne dépasse pas 1% par rapport aux autres huileries.

La filière oléicole représente 45 % de la superficie agricole globale et 65% du total des arbres fruitiers dans la wilaya de Jijel, a-t-on précisé, soulignant que la rentabilité de la produc-

tion d'olives dans cette région est estimée à 35 quintaux par hectare, dont 18 à 24 litres d'huile sont extraits par quintal.

A signaler que la variété «Achemlal» occupe la première place en terme de variété d'olive produit dans cette wilaya avec un taux de 52%, suivi de «Azra» et «Rogat» en deuxième place avec 4,5 % chacun, alors que les autres espèces totalisent un taux de 38%.

Amel B./APS

Tizi-Ouzou

Invitation aux lycéens à ne pas répondre aux appels anonymes à la grève

La direction de l'éducation (DE) de Tizi-Ouzou a lancé, samedi à travers un communiqué, un appel aux lycéens de la wilaya à ne pas répondre aux appels anonymes à la grève diffusés sur les réseaux sociaux. Dans ce même communiqué, les lycéens sont invités à respecter leurs emplois du temps en se présentant dans leurs lycées et à «ne pas répondre aux appels anonymes et irresponsables qui menacent leur réussite dans leur cursus scolaire».

A ce titre il a été rappelé dans le même communiqué que si la wilaya de Tizi-Ouzou occupe depuis 12 ans la tête du classement national en termes de taux de réussite dans les examens de fin d'année (Bac, BEM et 5^e), c'est grâce à leur efforts fournis tout au long de l'année et au suivi des orientations et conseils des enseignants. La semaine dernière un appel similaire en direction des élèves de la wilaya a été lancé par les directeurs des

lycées réunis au siège de la DE sous la présidence du directeur local du secteur Ahmed Laalaoui et la Fédération des parents d'élèves.

Des stocks de sécurité en gaz butane pour trois communes à risque d'enclavement

Les communes de Yatafene et Iboudrarenne à l'extrême sud de Tizi-Ouzou et Mkira (extrême sud-est), classées à risque d'enclavement, seront dotées de stocks de sécurité en gaz butane, a-t-on appris samedi auprès du district de Gaz de pétrole liquéfié (GPL) de Naftal.

Ces trois localités recensées commune à «fort risque d'isolement» seront dotées d'un stock de sécurité allant de 200 à 400 bouteilles de gaz butane (B13), pour faire face à d'éventuelles situations d'urgence durant cet hiver, a décidé la direction du district GPL de Tizi-Ouzou dans

son plan d'action pour la campagne hivernale 2019/2020. Au titre de ce même plan d'action, dont une copie a été remise à l'APS, le district GPL a procédé au renforcement du stock de la wilaya par 7 000 bonbonnes de gaz butane, neuves auxquelles s'ajouteront 2 000 autres bouteilles B13 réparées et en plus de l'acquisition de 3 000 robinets neufs.

Les centres enfûteurs de Oued Aissi (Tizi-Ouzou), le micro-centre de Fréha, et les dépôts relais de Tizgirt, Ouadhias et Ain El Hammam assurent la production et la mise sur le marché de 24 000 bouteilles de gaz butane/jour. La mise en exploitations du micro-centre de Ouadhias permet de produire quotidiennement 1 000 bonbonne supplémentaires, a-t-on ajouté. La capacité de conditionnement de gaz butane de la wilaya est de 31 000 bouteilles B13/jour. A cela s'ajoute une capacité de production de 400 bouteilles de propa-

ne (P35)/jour. La capacité de stockage du gaz butane est de 1 672 tonnes au niveau des centres de Oued Aissi, Fréha et Ouadhias en plus de 28 408 Bouteille B13 aux dépôts relais de Tizgirt, Ouadhias et Ain El Hammam. Pour le propane la capacité de stockage est de 150 tonnes, a-t-on relevé. Cette production et son acheminement sont assurés par 39 agents de production, 27 chauffeurs et 17 convoyeurs pour toute la wilaya, a-t-on précisé en observant qu'avec le raccordement de la

wilaya au réseau de gaz naturel et qui atteint un taux de 86,4% représentant 304 649 foyers, la pression sur la bouteille de gaz butane a sensiblement baissé ces dernières années.

Pour le développement de son activité dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le district GPL de Tizi-Ouzou a prévu la réalisation de trois stations GPL/C au niveau des dépôts relais de à horizon 2020, Fréha (2020) et à Oued Aissi (2021).

Akli Y.

Sétif

Premiers flocons de neige

Les premiers flocons de neige sont tombés, samedi, sur la ville de Sétif. Dans une déclaration à l'APS, Ahmed Lakehal, technicien à l'Office de météorologie de Sétif a affirmé que «le bulletin météorologique spécial (BMS), valable aujourd'hui de 7

heures du matin jusqu'à la même heure dimanche, indique que les chutes de neige se poursuivront et toucheront les régions dont l'altitude est supérieure à 900 mètres, et seront également accompagnées de pluie». Et d'ajouter : «On s'attend à ce que l'épaisseur de la couche de neige dans les zones dont l'altitude est supérieure à 900 mètres oscille entre 10 et 20 centimètres, et ce, en plus d'une importante vague de froid qui devrait durer jusqu'à la fin de ce BMS». M. Lakehal a évoqué, par ailleurs, de possibles difficultés à circuler sur certaines routes situées dans la région Nord de la wilaya en raison de cette perturbation atmosphérique active. K. L.

R. R.

Béchar

Ouverture «prochaine» d'un nouveau village touristique de l'ONAT à Taghit

Un nouveau village touristique sera «prochainement» ouvert aux touristes nationaux et étrangers en visite dans la région touristique de Taghit (97 km au sud de Béchar), a-t-on appris samedi auprès d'un représentant local de l'office national algérien du tourisme (ONAT). «Nous sommes en voie de l'ouverture de cette nouvelle structure touristique à Taghit, région très prisée par les touristes nationaux et étrangers en cette période de tourisme saharien», a précisé à l'APS Mohamed Benamar.

«Avec une capacité d'accueil de 100 lits (chambres) et une autre de 80 lits en camping, ce village touristique augmentera l'offre en hébergement hôtelier dans cette collectivité à vocation touristique, de même que renfor-

cer la destination touristique de la Saoura, qui connaît depuis quelques années un engouement de touristes nationaux et étrangers», a-t-il souligné.

«Cette structure hôtelière et touristique de l'ONAT, est aussi dotée d'un restaurant de plus de 100 couverts, spécialisé uniquement dans la gastronomie locale, dans le but de promouvoir les traditions culinaires de la Saoura», a indiqué M. Benamar.

«Auparavant l'ONAT a investi plus de 16 millions DA pour la reconversion d'un ancien village agricole à l'abandon en village touristique à Touzdit, (160 km au sud de Béchar), comprenant seize appartements totalisant une capacité d'accueil de 120 lits extensibles à 200 lits», a-t-il ajouté. «Cette structure touristique qui s'étend sur une superficie de

4 500 m², qui dispose de toutes les commodités pour le repos et les loisirs des touristes en milieu saharien et qui est dotée également d'un restaurant de 100 couverts, est située dans une zone à hautes valeurs naturelles, touristiques et archéologique, et fait

partie depuis le mois de mars 2018 des produits touristiques proposés aux touristes exprimant le vœu d'un séjour dans la Saoura», a fait savoir le même responsable de l'ONAT.

R. R.

El Bayadh

Circulation automobile difficile à Laguermi à cause du verglas

La circulation automobile est difficile à Laguermi au sud-est d'El Bayadh à cause du verglas, qui a succédé à la neige enregistrée dans la nuit du vendredi à samedi dans la région, accompagnée d'un froid glacial, a-t-on appris auprès de la direction des travaux publics. Les

agents des travaux publics sont intervenus pour le salage au niveau de la route nationale (RN 47) reliant les wilayas d'El Bayadh et Laghouat, notamment pour empêcher l'accumulation de la neige et du givre, a-t-on indiqué. Les mêmes services ont mobilisé trois chasse-neige

en vue d'assurer l'intervention rapide dans cette zone. Les services de la Protection civile ont fait savoir que le trafic routier a été rétabli et qu'aucun accident n'a été enregistré, appelant les usagers de la route à la prudence en telle situation météorologique. Sami H.

Tunisie/Formation d'un gouvernement

Ennahda appelle les forces politiques et sociales à entamer des négociations

■ Le mouvement tunisien Ennahdha a réaffirmé l'indépendance du Chef du gouvernement désigné, Habib Jomli, sa compétence et expérience dans les domaines économique et financier en général, et dans les affaires agricoles en particulier, et appelé les forces politiques et sociales à entamer des négociations sur la formation d'un gouvernement.

Par Mondji Y.

Il a estimé qu'il est «une figure reconnue pour son intégrité et son enthousiasme au service de l'Etat, la lutte contre la corruption et l'aspiration à créer un changement positif dans la vie des Tunisiennes et des Tunisiens».

Dans une déclaration publiée samedi soir au terme d'une réunion extraordinaire de son bureau politique, Ennahdha a appelé toutes les forces politiques et sociales à engager des négociations pour former un gouvernement sur la base d'un «programme global mobilisant toutes les capacités matérielles et morales du pays pour relever les défis économiques et sociaux».

Le parti a mis l'accent sur la participation de femmes et de jeunes au prochain gouvernement «conformément aux dispositions de la Constitution et par reconnaissance du statut de ces groupes dans la nouvelle Tunisie».

Le président tunisien Kais Saïed a chargé vendredi Habib Jomli de former le nouveau gou-

vernement, sur proposition du mouvement Ennahda qui avait remporté les élections législatives du 6 octobre.

Remise en liberté du patron de la chaîne de télévision El Hiwar Ettounsi

Le pôle judiciaire financier tunisien a annoncé, samedi, la remise en liberté après dix jours de détention préventive de l'animateur populaire et patron de la chaîne de télévision privée El Hiwar Ettounsi, Sami Fehri, soupçonné notamment de blanchiment d'argent, rapportent des médias locaux.

Le porte-parole du pôle judiciaire, Sofiene Sliiti, a indiqué que les «soupçons de crimes de blanchiment d'argent et de contrats irréguliers au sein de la société Cactus Prod, un groupe privé de production audiovisuelle, étaient maintenus».

Sami Fehri avait été arrêté le 5 novembre à la suite de la décision du procureur général de le placer en détention préventive.

L'administrateur juridique de ce groupe ainsi que son manda-



taire avaient également été mis en détention préventive. Ils ont tous deux été également relâchés.

Avant leur détention, le patron d'«El Hiwar Ettounsi» et ces deux responsables avaient été auditionnés par la brigade des

crimes économiques et financiers du pôle judiciaire, à la suite d'une plainte déposée début 2019 au nom du ministère des Finances.

Le 29 octobre, le pôle judiciaire avait imposé une interdiction de voyager à Sami Fehri et son

épouse.

La société Cactus Prod a été fondée en 2002 par Sami Fehri et son associé Belhassen Trabelsi, beau-frère de l'ancien président déchu Zine El Abidine Ben Ali.

M. Y./APS

Sahara occidental

Faire pression sur le Maroc pour éliminer son «mur de la honte»

La Campagne internationale contre le mur marocain construit au Sahara occidental, «Ensemble pour éliminer le mur», a appelé la communauté internationale à faire pression sur l'occupant marocain pour qu'il élimine ce mur d'humiliation et de honte, le qualifiant de crime contre l'humanité que tous les peuples justes et épris de paix du monde doivent condamner et agir pour mettre fin à cette barrière de séparation. A l'occasion du trentième anniversaire de la chute du mur de Berlin, la Campagne a tenu à rappeler, dans un communiqué, que le Sahara occidental est l'une des régions les plus polluées au monde avec plus de 7 millions de mines antipersonnel et d'explosifs, notamment le long de la plus longue barrière militaire au monde. Outre ses implications humanitaires, sociales, économiques, politiques, juridiques et environnementales, le mur de la honte est également un crime persistant contre le peuple sahraoui et un obstacle à l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, a ajouté la Campagne dans le texte. La Campagne internationale contre le mur d'occupation marocain a rappelé également que «le Royaume du Maroc refuse toujours catégoriquement de signer la Convention d'Ottawa de 1997 sur l'interdiction de l'utilisa-

tion, du stockage, de la production et du transfert de mines antipersonnel et sur leur destruction, ainsi que la Convention sur la protection de l'environnement de 2008 sur les armes à sous-munitions, exhortant la communauté internationale à faire pression sur le Maroc pour le forcer à éliminer le mur d'occupation qu'il a construit au Sahara occidental, à

paralyser et à détruire tout l'arsenal de destruction qu'il contient, y compris les mines et mines restes explosifs de guerre». La Campagne internationale contre le mur d'occupation marocain au Sahara occidental a salué, par ailleurs, les mesures concrètes prises par les autorités sahraouies dans la zone de déminage, notamment la signature par

le Front Polisario de la Déclaration d'engagement de Genève de 2005 et la destruction de tous l'arsenal de mines détenues par l'armée sahraouie.

Elle se félicite également de la présentation, par la République arabe sahraouie démocratique (RASD) de deux rapports, à titre volontaire, conformément à l'article VII du Traité d'Ottawa et à la

Convention sur l'interdiction des armes à sous-munitions, au Bureau de Nations unies pour les affaires de désarmement à Genève en 2014, saluant ce geste positif et preuve du soutien et de l'engagement de la RASD aux principes et objectifs des traités internationaux de lutte antimines antipersonnel et armes à sous-munitions. SPS

Dans l'extrême sud-est de la Mauritanie Ouverture d'un nouveau site d'orpaillage

La direction générale des mines en Mauritanie a donné son feu vert pour l'ouverture d'une nouvelle zone d'orpaillage à l'intérieur d'une zone militaire fermée dans l'extrême sud-est du pays, a appris APA de source sécuritaire à Zouerate (650 kilomètres au nord de Nouakchott).

Large de 300 kilomètres carrés, cette zone est située aux confins de la frontière avec le Mali, a précisé la même source.

Elle est adjacente à une autre zone d'exploration artisanale de l'or dans la même région mais qui a été épuisée par les orpailleurs qui s'y trouvaient depuis plusieurs années.

La nouvelle zone autorisée comporte un site déjà exploré clandestinement, il y a quelques années, par des orpailleurs soudanais qui ont fini par être arrêtés et expulsés vers le pays.

Elle est très convoitée par les explorateurs qui la suspectent de regorger d'importantes quantités d'or superficielles ou proches de la surface. L'orpaillage en Mauritanie implique

des milliers d'acteurs qui utilisent des moyens artisanaux pour le creusage des fosses et des machines pour la destruction des roches et la séparation du métal jaune.

Il occasionne cependant de nombreux accidents mortels causés par l'effondrement des puits pendant que des orpailleurs s'y trouvent en l'absence de moyens de secours développés.

Khalil Teyib : «Tous d'accord que Ghazouani est la référence de l'UPR»

Le député de la majorité Khalil Teyib a déclaré à Saharamédias que toutes les tendances de l'UPR sont tombées finalement d'accord pour considérer que le président Mohamed Ould Cheikh Ghazouani est la nouvelle et seule référence du parti de l'UPR.

Selon Ould Teyib, les divergences entre les militants du parti et ceux du comité de gestion ont été aplanies. Ould Khalil a précisé que même le président du comité de gestion, Seydina Aly Ould Mohamed Khouna a

accepté cette nouvelle orientation.

Dans sa déclaration, Ould Teyib a indiqué que Boydiel Ould Houmeid a déclaré être dans une situation particulière qu'il n'a pas précisé. Pour rappel, Ould Houmeid avait dissous son parti El Wiam dans l'UPR sur demande de l'ancien président Mohamed Ould Abdelaziz qui l'a imposé comme premier vice-président de l'Assemblée nationale avant de se faire débarquer au cours du dernier renouvellement des instances de celle-ci.

Ces derniers temps, l'UPR, dans la perspective de la préparation de son congrès, a connu de grosses difficultés liées à cette question de référence. La guerre faisait rage entre deux tendances dont l'une voulait le maintien de la marque de l'ancien président Mohamed Ould Abdelaziz, alors que l'autre voulait la changer et la remplacer par celle du nouveau président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

M. O./APA



Iran

Deux morts et des dizaines d'arrestations lors de manifestations ponctuées de heurts

■ Un policier et au moins un civil ont été tués depuis vendredi lors de manifestations dans plusieurs villes d'Iran contre la hausse du prix de l'essence, une mesure à laquelle le guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei a apporté son soutien hier.

Par Rosa C.

Le lieutenant Iraj Javaheri est mort dans la nuit de samedi à hier des suites de ses blessures après avoir été la cible de tirs lors de heurts avec des «émeutiers» armés en marge d'un rassemblement à Kermanshah (ouest), a indiqué l'agence officielle Irna. Samedi, l'agence semi-officielle Isna avait annoncé, sans en préciser la cause, la mort d'un civil à Sirjan (sud), où des manifestants ont tenté de mettre le feu à des dépôts d'essence. Plusieurs personnes ont aussi été blessées, selon la même source. Quarante

personnes ont par ailleurs été arrêtées à Yazd (centre), toujours selon Isna, qui n'a pas précisé la date de ces arrestations. «Hier, la nuit dernière et la nuit précédente, des problèmes ont été causés dans plusieurs villes du pays, certains ont perdu la vie et des infrastructures ont été endommagées», a de son côté déclaré l'ayatollah Khamenei. «Si les chefs des trois branches du pouvoir (exécutif, législatif, judiciaire, NDLR) prennent une décision, je la soutiens», a ajouté M. Khamenei, cité par la télévision d'État, dans une référence à la hausse des prix de l'essence. Cette mesure a été décidée ven-

dredi par le Haut conseil de coordination économique composé du président de la République, du président du Parlement et du chef de l'autorité judiciaire. Après les propos du guide suprême, le Parlement a annulé une motion qui visait à faire marche arrière, selon Isna. «Certains personnes seront assurément contrariées par cette décision (...) mais endommager et mettre le feu (à des biens) n'est pas (une réaction) de personne normale mais de hooligan», a encore déclaré M. Khamenei. Samedi à Téhéran, certains manifestants ont bloqué une route tandis que d'autres étaient rassemblés autour d'une voiture en flammes. Des scènes similaires se sont déroulées dans d'autres villes comme Chiraz et Ispahan (centre). A Kermanshah, des «émeutiers» ont attaqué un commissariat de police dans lequel travaillait le policier tué, selon le chef des forces de l'ordre locales cité par Irna, Ali Akbar Javidan. Celui-ci a distingué les semeurs de troubles des manifestants «pacifiques», «dont les demandes seront certainement entendues». Le prix de l'essence, très subventionnée en Iran, doit augmenter de 50 % à 15 000 rials (11 centimes d'euros) pour les 60 premiers litres achetés chaque mois, et de 300 % pour les litres suivants. Le porte-parole de la police, Ahmad Nourian, a prévenu que «les forces de sécurité n'hésiteraient pas à faire face à ceux qui perturbent la paix et la



PH. D. R.

sécurité, identifieraient les meneurs et les forces sur le terrain et les affronteraient». Il a appelé la population à dénoncer «les opportunistes et les mercenaires» et à aider la police à maintenir la paix, selon des propos rapportés par Isna. Le ministre des Renseignements a indiqué avoir «identifié les principaux éléments» derrière les «émeutes des deux derniers jours», selon Isna. Les personnes arrêtées à Yazd étaient des «perturbateurs», a indiqué pour sa part le procureur de la province où se situe la ville, Mohammad Hadadzadeh, ajoutant que la plupart n'étaient pas de la localité. Les autorités iraniennes ont par ailleurs drastiquement «limité» l'accès à internet depuis samedi soir «et pour les prochaines 24 heures, a indiqué une source au sein du minis-

tère de l'Information et des télécommunications cité par Isna. Samedi soir, Netblocks, une ONG qui surveille la liberté d'accès à internet, avait relevé sur Twitter que les communications étaient presque entièrement interrompues dans le pays. L'Iran fait face à une crise économique aggravée depuis le retrait unilatéral des États-Unis en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, assorti du retour de lourdes sanctions qui privent le pays des retombées économiques qu'il espérait de ce pacte. Le rial a chuté, l'inflation a dépassé 40 % et le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une baisse du PIB de 9,5 % cette année avant une stagnation l'an prochain.

R. C.



Commentaire

Brutes

Par Fouzia Mahmoudi

La manifestation des «gilets jaunes» de samedi a été une nouvelle occasion pour les «black blocs» de semer le chaos au centre de Paris en saccageant tout sur leurs passages dans la capitale française. Au final, les revendications des «gilets jaunes» sont rapidement passées au second plan après que des éléments radicaux aient pris le devant de la scène et en accaparant totalement l'attention des médias et des politiques. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a annoncé qu'il y avait eu samedi lors des manifestations de «gilets jaunes» 254 interpellations dont 173 à Paris dont «quelques-unes symboliques», il a également tenu à distinguer le «mouvement d'origine» et les «voyous venus en découdre». «Le mouvement d'origine des gilets jaunes est l'expression d'une colère profonde qu'il nous fallait entendre et à laquelle il fallait répondre. En même temps il y a cette violence qui a rejoint le mouvement», a déploré le ministre de l'Intérieur. «Il y a d'un côté la légitime demande de justice démocratique, de justice sociale, de justice face à une fracture territoriale et en même temps on a vu très vite, dès le 24 novembre de l'année dernière la violence arriver et rythmer de façon systématique l'essentiel de ces rassemblements», a-t-il détaillé. Pour l'anniversaire des «un an» du mouvement, samedi à Paris, «ce qu'on a vu c'est peu de manifestants mais des voyous, des brutes qui étaient venus pour se battre, en découdre avec les forces de l'ordre, empêcher les pompiers d'agir et de préserver quelquefois des vies», a-t-il dit. Alors qu'on lui montrait des images de casseurs s'attaquant à la statue du maréchal Juin à Paris, le ministre de l'Intérieur a expliqué qu'«ils ne s'en prennent pas au monument du maréchal Juin, ils fabriquent des armes. Ils cassent les plaques de marbre parce qu'ils ont bien conscience qu'elles sont dangereuses et ils s'en servent comme des projectiles contre nos forces de sécurité». «Ce sont aussi des imbéciles, ou peut-être à la fois imbéciles, brutes et voyous», a déclaré Castaner, estimant que «ceux qui restent aujourd'hui, ce sont des gens qui n'ont comme seul moteur que la colère, la haine et la volonté d'en découdre». Parmi les «300 casseurs», il y avait samedi «des gens qui viennent de l'ultra gauche dont certains sont connus et aussi ces ultra jaunes radicalisés au fil des semaines qui portent le fer». «On n'a pas vu des méchants flics agresser de gentils manifestants (...) On a vu des barbares, et je ne me trompe pas de mot et je ne mélange pas les mots quand je dis ça et je pense à Jean-Luc Mélenchon qui considère lui que les barbares sont les policiers, s'en prendre à l'espace public et obliger les policiers à intervenir», a expliqué le ministre de l'Intérieur, citant le patron de la France Insoumise. Dans un tweet samedi, le député de la gauche radicale avait expliqué, à propos des forces de l'ordre, qu'il ne s'agissait plus d'une «police républicaine» mais d'une «milice gouvernementale». Mais au-delà de la violence justifiée ou non des forces de l'ordre l'on n'a pu que constater l'incapacité des «gilets jaunes» de rassembler une forte foule comme lors des premiers samedis du début de leur mouvement. Pourtant, loin d'avoir été réglées, leurs revendications sont toujours autant d'actualité. Ce qui leur manque aujourd'hui est peut-être l'espoir de réussir à changer quelque chose à leurs conditions de vie en allant défilier chaque semaine. F. M.

Liban

Sous la pression de la rue, un ex-ministre renonce à devenir Premier ministre

Mohamad Safadi, ancien ministre des Finances libanais, a renoncé samedi à devenir le prochain chef du gouvernement du pays secoué depuis un mois par un mouvement de contestation populaire inédit contre la classe dirigeante accusée de corruption et d'incompétence. Dans un communiqué, M. Safadi, richissime homme d'affaires de 75 ans, a jugé difficile de former un gouvernement «harmonieux» dans les circonstances actuelles, disant espérer que le Premier ministre démissionnaire, Saad Hariri, soit reconduit à son poste. Les manifestants au Liban avaient accueilli vendredi avec consternation et colère des informations sur la possible désignation de M. Safadi comme prochain Premier ministre, le qualifiant de «corrompu» et membre de la classe politique dont ils réclament le départ depuis un mois. Dans plusieurs villes du pays, y compris à Tripoli (nord), dont M.

Safadi est originaire, ils ont crié leur refus d'une telle nomination. Selon de hauts responsables et la presse locale, les principales forces politiques avaient convenu jeudi soir de désigner l'ex-ministre des Finances pour remplacer M. Hariri, qui a démissionné le 29 octobre sous la pression de la rue. Aucune annonce officielle n'avait toutefois été faite par le président Michel Aoun, qui doit procéder, selon la Constitution, à des consultations parlementaires à l'issue desquelles il nomme le Premier ministre. Les manifestants, qui conspuent sans exception les membres d'une classe dirigeante quasiment inchangée depuis 30 ans, réclament un cabinet formé exclusivement de technocrates totalement indépendants des partis au pouvoir en vue d'élections parlementaires anticipées. Samedi, l'ambassade américaine au Liban a affirmé soutenir le mouvement de contestation qui se poursuit

depuis le 17 octobre. «Nous soutenons le peuple libanais dans ses manifestations pacifiques et ses démonstrations d'unité nationale», a indiqué l'ambassade sur son compte Twitter. Hier, des manifestations massives sont prévues dans plusieurs villes du pays pour maintenir la pression sur la classe dirigeante. Une initiative baptisée le «bus de la révolution» a sillonné samedi le Liban du nord au sud. Parti en matinée de la région du Akkar (nord), ce bus, décoré des noms des différents foyers de contestation du pays, est arrivé en début de soirée dans la ville de Saïda (sud). Cette initiative visait symboliquement, selon des manifestants, à briser les barrières géographiques et confessionnelles entre les Libanais et dépasser le traumatisme collectif de la guerre civile (1975-1990), déclenchée par le mitraillage d'un bus, un acte devenu le symbole du conflit et des divisions intercommunautaires.

16^e édition de Dimajazz

Le Wonder Collective clôture en beauté le festival



Par Adéla S.

Se voulant résolument festive, la soirée de clôture du Dimajazz a, comme à l'accoutumée, tenu toutes ses promesses grâce aux onze membres du Wonder Collective qui ont sorti une prestation euphorisante et joyeuse placée sous l'explosive triade funk, soul, rythm'n'blues.

Arborant fièrement sur scène

le wax, qui n'est pas sans rappeler les habits portés par Stevie Wonder lors de ses tournées d'antan, les musiciens formés dans le département jazz de l'Ecole nationale de musique de danse et d'art dramatique de Villeurbanne (France), ont parfaitement réussi leur mission, en témoignent les déhanchements effrénés observés tout au long du spectacle dans l'enceinte du théâtre régional de Constantine.

Portée par des vocalistes très performants, une section cuivre joyeuse, une rythmique dynamique et un jeu de guitare énergique, le Woco a plongé le public du dimajazz dans un état second, un public qui reprenait en chœur des les tubes «*Just Called to Say I Love You*», «*Master blaster*», «*Do I do*», «*Higher ground*» et bien d'autres morceaux qui auront permis à Stevie Wonder de bâtir sa propre

■ Le Wonder Collective - Tribute to Stevie Wonder (WOCO) a brillamment clôturé la 16^e édition du Festival international de jazz de Constantine, faisant le bonheur des centaines de festivaliers venus, samedi soir au théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani, redécouvrir le répertoire du génialissime Stevie Wonder.

légende et de faire de lui l'un des artistes les plus prolifiques du XX^e siècle. Le groupe met fin une première fois au spectacle mais le public qui avait du mal à se faire à l'idée que le spectacle devait tôt ou tard s'achever, n'a pas hésité à réclamer du rab.

Généreux mais surtout très impressionné par la réceptivité du public du Dimajazz, le retour sur scène du Woco a été des plus intenses avec des musiciens redoublant d'ardeur pour interpréter les ultra-groovy «*Superstition*», «*Another star*» et «*Keep on running*». En coulisse, le chanteur du Woco, Pierrick Tailler, a confié avoir été «*impressionné par tous ces*

grands noms du jazz qui sont passés au Dimajazz depuis sa création», chose qui l'a encouragée à se donner à fond face au public.

Ouvert le 12 décembre courant, le 16^e Festival international de jazz, Dimajazz, a offert de somptueuses expériences musicales des sonorités africaines de «*Djam*» au jazz aérien de la formation oranaise «*Astral vibes Conspiracy*», en passant par «*Grooz*», le projet de Abdelhak Benmadjebari bassiste chanteur d'origine algérienne basé à Montréal, reliant avec beaucoup de talent le groove des rythmes africains au jazz.

Les cinq jours de spectacles ont également permis au public d'apprécier le savoureux jazz manouche d'Ecce quartet ainsi que le projet «*Reflejos con Barry*» de Lukas Schiemer et Beate Reiermann, deux figures de la scène de jazz viennoise, sans oublier l'univers musical de l'artiste franco-togolais Ayté ou encore l'électro des deux enfants terribles d'Oud, Mehdi Haddache et Smadj.

Pour de nombreux observateurs, ce 16^e acte du Dimajazz est venu rappeler que malgré les écueils administratifs et financiers, ce festival demeure «*une référence en matière de technicité et de programmation maîtrisée*», mais surtout, et c'est cela le plus important, qu'aucune œuvre de qualité ne peut être faite sans abnégation. **A. S./APS**

Peinture

Yasser Amer dévoile «Le journal de l'Homme jaune»

Une exposition de peinture s'inscrivant dans une mouvance Pop'Art détournant et revisitant des symboles intimement liés à l'imaginaire collectif et à l'esprit d'une génération de jeunes Algériens nés dans les années 1980, a été inaugurée, samedi à Alger, par l'artiste peintre «*L'homme jaune*». Exposant pour la deuxième fois à la galerie d'art «*Seen Art Gallery*», «*L'homme jaune*», Yasser Ameer de son vrai nom, propose aux visiteurs une collection à la frontière entre le Pop Art et la peinture réalisée avec une impressionnante précision, et intitulée «*Le journal de l'Homme jaune*». Dans cette exposition, l'artiste déconstruit des symboles de cette génération dans des œuvres comme «*Révolte*» et «*Education*», des œuvres qui déconstruisent et détournent des couver-

tures de manuels scolaires. Il dénonce également, par des acryliques sur toile, la crise économique, la désinformation, la surconsommation médiatique, ou encore des pratiques politiques décriées. Cette première collection a été exposée dans des caissons rétro éclairés. Dans sa collection «*Nature morte*», L'homme jaune propose sept petits formats reproduisant des objets communs à cette génération aujourd'hui trentenaire comme des jouets, des mugs ou des paquets de cigarettes. Des déclinaisons en noir et blanc de ces œuvres ont été imprimées dans le même format qu'un journal intitulé «*Le journal de l'homme jaune*». Né en 1989 à Blida, Yasser Ameer a étudié les arts et le design à l'université de Mostaganem avant d'intégrer l'Ecole des

beaux-arts de la ville où il dit avoir «*installé son atelier dans les cafés populaires, sa principale source d'inspiration*». En 2012, il travaille en tant qu'assistant des artistes Denis Martinez et Ali Silem avant de décrocher en 2013 le 3^e «*Prix Ali-Maachi*» en peinture et de participer à la 3^e biennale méditerranéenne d'art contemporain d'Oran. A partir de 2015, Yasser Ameer entame une carrière à l'étranger et expose dans différents salons et foires internationales d'art contemporain en Europe, notamment au Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, France ou encore en Espagne. «*Le journal de l'Homme jaune*» se poursuit jusqu'au 16 décembre. **Racim C.**

10^e Festival international du cinéma d'Alger (Fica)

Projection du documentaire «Nar» en clôture du festival

Le film documentaire «*Nar*» (feu), une œuvre explorant la violence extrême de l'immolation par le feu qu'elle tente de déchiffrer à travers les témoignages de survivants, de la réalisatrice Meriem Achour Bouakkaz, a été projeté au public samedi soir à Alger. D'une durée de 52mn, «*Nar*» a été présenté dans la sélection de films hors compétition du 10^e Festival international du cinéma d'Alger (Fica) qui a pris fin samedi. Dans ce film, la réalisatrice donne la parole à des citoyens algériens qui ont survécu à une tentative de suicide par immolation en essayant de comprendre ce choix d'une extrême violence. Les témoignages des survivants convergent vers un profond désespoir et un malaise social omniprésent résultant de divers problèmes comme le chômage, la promiscuité, le problème de logement, ou encore le manque

d'infrastructures sportives et culturelles dans des zones parfois très isolées. Pour ces survivants qui reviennent d'une expérience traumatisante, ce choix résultant d'un profond désespoir s'est imposé parfois comme «*ultime recours*» après des tentatives d'immigration clandestine ou

après avoir épuisé toutes les voies pour trouver des solutions à leurs problèmes.

Le documentaire donne également la parole à des familles endeuillées par la perte d'un fils ou d'un frère qui a choisi le feu pour crier son désespoir.

Lors de cette dernière soirée

de projection du Fica, la réalisatrice Fatima Ouazene a également présenté son court métrage de fiction «*Décennie noire*» relatant en 12mn l'histoire d'un père de famille qui décide de marier ses filles discrètement dans une mosquée, de crainte que ces dernières ne soient kid-

nappées par un groupe terroriste. Inauguré le 7 novembre, le 10^e Fica a pris fin samedi soir après la projection de 24 films (documentaire, courts et longs métrages) en compétition, en plus d'une sélection de huit films hors concours.

R. C.

Oran

Exposition d'arts plastiques «Flore et zones» de Mourad Belmekki

Une exposition «*Flore et zones*», de l'artiste plasticien Mourad Belmekki, s'est ouverte samedi au Musée d'art moderne d'Oran (MAMO), mettant en exergue la magie du monde floral et de sites féériques. L'exposition comporte 35 tableaux reproduisant avec une touche artistique des plantes existant en Algérie et dans les pays du bassin méditerranéen, dont le mimosa et le géranium et d'autres poussant dans le Sahara, a fait remarquer l'artiste. Jouissant d'une expérience artistique de 35 ans, Mourad Belmekki

établit sa vision philosophique de l'art à travers des toiles présentant des sites et régions d'Algérie et des cérémoniaux de fêtes avec des troupes folkloriques comme «*Karkabou*». Entre autres aquarelles, un tableau est dédié au charme du Sahara avec des sculptures rayonnantes. L'artiste adopte, dans ses œuvres exposées jusqu'au 14 décembre prochain, la technique de mélange de l'acrylique et du pastel avec une répartition judicieuse de la lumière à travers les formes dessinées en utilisant des couleurs

vives pour leur conférer une touche esthétique, comme il l'a expliqué. Diplômé du département des arts plastiques de l'université de Mostaganem, Mourad Belmekki a participé à 300 expositions collectives et 50 individuelles à travers le pays. L'artiste plasticien a réalisé des fresques et a remporté plusieurs prix. Enseignant au département des arts de l'université d'Oran 1 «*Ahmed-Benbella*», il a formé des inspecteurs d'arts plastiques du cycle moyen.

L. M.



JSM Skikda

Ifticene à la barre technique

LA JSM SKIKDA, pensionnaire de la Ligue 2 algérienne, a engagé Younes Ifticene pour diriger la barre technique des «V» noirs, en remplacement de Mohamed Benchouia, démissionnaire le 5 novembre dernier pour cause de «pression». «Tout d'abord, je tiens à féliciter le président du club et les responsables pour leur confiance. Concernant l'effectif skikdi, je pense que c'est une équipe jeune avec un futur prometteur. Notre objectif est d'améliorer la prestation technique et pourquoi pas pousser l'équipe à jouer les premiers rôles», a indiqué Ifticene après sa présentation.

Ancien entraîneur de plusieurs clubs algériens, il succède à Benchouia, qui a jeté l'éponge après «une pression terrible» des supporters, selon lui. La JSMS reste sur une série de quatre matchs sans victoire en championnat, une défaite concédée à Tlemcen (3-1), un match nul à El-Harrach (1-1), puis un semi-échec à domicile devant l'USM Annaba, avant de s'incliner à Bejaia face au MOB (1-0). Les «V» noirs occupent la 7^e place du Championnat avec 16 points après 12 journées en compagnie du MOB et l'OM Arzew.

Open africain 2019 de judo à Dakar

Rebahi et Ezzine décrochent l'or

LES JUDOKAS algériens, Salim Rebahi (-60 kg) et Waïl Ezzine (-66 kg), ont remporté l'or à l'Open africain de Dakar, qui se déroule actuellement, après leurs victoires finales, respectivement contre le Sénégalais Abdoulaye Sy Alassane et le Britannique Gregg Varey, au moment où leur compatriote Yamina Halata s'est inclinée en finale des moins de 57 kg, contre l'Italienne Martina Lo Giudice. Reversée dans la poule «B» des moins de 57 kg, Yamina Halata a été exemptée du premier tour et il lui a suffi de dominer la Sénégalaise Oumy NDeye Kamara au deuxième tour pour aller en demi-finale, où elle a passé l'écueil de l'Ivoirienne Zoleiha Dabonne, pour se qualifier en finale, où elle s'est finalement inclinée contre l'Italienne Giudice. Reversée dans la Poule «A» des moins de 60 kg, Salim Rebahi a été également exempté du premier tour et a donc débuté directement au deuxième, contre le Nigérian Alio Illo, qu'il a dominé par waza-ari pour aller en demi-finale, où il a enchaîné avec le Sénégalais Moussa Diop, décrochant ainsi son billet pour la finale, où il a raflé l'or, en dominant le Sénégalais Abdoulaye Sy. Toujours chez les messieurs, Waïl Ezzine a été reversé dans la poule «D» des moins de 66 kg, où il a commencé par dominer le Sénégalais NDiaga Diagne, puis le Libyen Abdulati Abushagur pour se qualifier en demi-finale, où il dominé le Mozambicain Kevin Lefort, arrachant ainsi son

billet pour la finale, dont il est sorti vainqueur face au Britannique Gregg Varey. Les cinq autres judokas algériens engagés ce samedi ont été moins chanceux, à commencer par Mecereem Hadjer et Faïza Aïssahine qui ont été éliminées dès leur premier combat. Engagée chez les moins de 48 kg, Mecereem s'est inclinée contre la Mauricienne Priscilla Morand, alors qu'Aïssahine a été engagée chez les moins de 52 kg et a été sortie par la Russe Olga Gagarina. De son côté, Rayane Moudjed qui a été reversée dans la poule «C» des moins de 48 kg a fait un peu mieux Mecereem, puisqu'elle a commencé par remporter son premier combat contre la Sénégalaise Aïcha Diop (Ippon après seulement 29 secondes) avant de s'incliner au deuxième tour, par Waza-ari contre la Marocaine Aziza Chakir. De son côté, Meriem Moussa a été reversée dans la poule «B» des moins de 52 kg, et a commencé par dominer la Sénégalaise Aminata Goudiabi, puis l'Ivoirienne Salimata Fofana pour aller en demi-finale où elle s'est inclinée face à la Guinéenne Taciana Cesar. Belkadi Amina a été également exemptée du premier tour dans la poule «A» des moins de 63 kg. Elle a donc effectué son entrée en lice directement au deuxième tour, où il lui a suffi de dominer la Nigérienne Ekuta Enku pour se qualifier en demi-finale, où elle s'est malheureusement inclinée contre l'Italienne Nadia Simeoli.

Cyclisme/Tour des Aéroports de Tunisie (5^e et dernière étape)

Hamza Yacine victorieux

L'ALGÉRIEN Hamza Yacine, sociétaire du Groupement sportif des pétroliers (GSP), a remporté le Tour cycliste des Aéroports de Tunisie, dont la cinquième et dernière étape a été disputée samedi, sur une distance de 162 kilomètres, entre Douz et Djerba, et qui fut remportée par le Tunisien Ali Nouisri, en 4h00:7. Hamza Yacine est entré en 6^e position de cette ultime étape, mais c'est lui qui s'est imposé au général, avec un temps total de 16h24:12. Le coureur du GSP a devancé ses coéquipiers Ismail Lallouchi (2^e/16h26:20) et Abdellah Benyoucef (3^e/16h27:14), au moment où

Oussama Cheblouai a terminé au pied du podium, avec un temps total de 16h33:02.

L'ENTRAINEUR français du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football), Bernard Casoni, a brandi samedi la menace de quitter son poste, dans le cas où la direction ne parviendrait pas à régulariser la situation financière du staff technique et des joueurs. «Les joueurs sont perturbés du moment qu'il n'ont pas perçu leurs salaires depuis quatre mois. Actuellement, nous travaillons dans des conditions assez difficiles, en raison des conflits administratifs, du problème de domiciliation (stade) et les blessures. Sur le plan

Eliminatoires de la CAN 2021/Bostwana-Algérie ce soir à 20 h

Les Verts pour confirmer

■ L'équipe nationale de football affronte ce soir à partir de 20h, à Gaborone, son homologue du Botswana pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2021 qui aura lieu au Cameroun.



Par Mahfoud M.

Large vainqueur (5/0), lors de la première journée face à la Zambie au stade Tchaker de Blida, jeudi passé, l'EN reste décidée à confirmer ce départ en trombe et aligner un deuxième succès consécutif. Les Verts souhaitent assurer la qualification à la phase finale de la CAN le plus tôt possible, et pour cela il leur faudra remporter un maximum de points. Sans Mahrez qui a fait l'impasse sur ce match, pour des raisons personnelles, l'EN tentera quand même d'être au rendez-vous pour remporter un autre

succès. Le coach, Djamel Belmadi, optera pour d'autres solutions en attaque, notamment en faisant confiance soit à Delort ou Soudani. Il se peut aussi qu'il change carrément d'option tactique en jouant avec deux attaquants, avec un dispositif de 4-4-2 et ce, en faisant incorporer ensemble Bounedjah et Slimani. Le driver de la sélection nationale sait qu'il faudra faire très attention à cette équipe du Botswana dirigée par l'Algérien et ancien coach du MCA et de l'USMA, Adel Amrouche. Ce dernier fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'emporter et prouver sa valeur, lui qui n'a pas bien été

considéré en Algérie. Certes, Amrouche a eu quelques problèmes avec quatre joueurs de son team qu'il a pris en flagrant délit de consommation d'alcool, mais il a vite fait de les écarter pour imposer une discipline dans le groupe. L'essentiel est que les Algériens sont prévenus et doivent être concentrés sur leur sujet pour remporter la victoire et prendre option pour la suite de la compétition, étant donné que le chemin sera encore long puisqu'il reste encore quatre autres matchs à disputer.

M. M.

Ligue 1 (mise à jour)

Le CRB prend seul le fauteuil, la JSS neutralisée

Le CR Belouizdad s'est emparé seul des commandes de la Ligue 1 algérienne de football, en dominant l'ASO Chlef 1-0 (mi-temps 0-0) en match en retard, disputé samedi à Alger pour la mise à jour de la 6^e journée. L'unique but de la rencontre a été inscrit par le meneur de jeu Amir Sayoud à la 67', permettant à son équipe de prendre trois longueurs d'avance sur le MC Alger. Un succès qui n'était pas évident, vu que le Chabab évolue

à dix contre onze depuis la 38^e minute de jeu, après l'exclusion du défenseur Sofiane Bouchar pour cumul de cartons. Le MC Alger, qui devait accueillir le CABB Arréridj hier (18h45) au stade Omar-Hamadi, pourra recoller au CRB en cas de victoire. Dans l'autre match en retard, la JS Saoura s'est neutralisée à domicile avec le MCO 1-1 (mi-temps 1-1), en match disputé au stade du 20-Août-1955 de Béchar. Les choses avaient mal

démarré pour les locaux, ayant concédé l'ouverture du score de Senouci (28'), et il a fallu attendre la 42^e pour voir Hamia égaliser (1-1). Une bien mauvaise affaire pour les Bécharois, qui auraient pu s'emparer seuls de la troisième marche du podium en cas de victoire. Mais avec ce nul à domicile, de surcroît face à un concurrent direct pour cette troisième marche du podium, ils restent ex æquo avec le MCO, avec 17 points chacun.

MC Alger

Casoni menace de partir

personnel, je souffre beaucoup, car je suis dans la même situation que les joueurs, j'ai une famille à charge. Si les choses ne s'améliorent pas, je vais m'en aller», a affirmé Casoni, lors d'un point de presse. Le technicien marseillais s'exprimait à la veille de la réception du CABB Arréridj, hier au stade Omar-Hamadi (18h45), en match comptant pour la mise à jour de la 6^e journée du championnat. Le «Doyen», co-leader en compagnie du CR Belouizdad avec 20 points chacun, a concédé mercredi dernier son premier

revers de la saison, au stade du 5-Juillet face à la JS Kabylie (0-3), en clôture de la 10^e journée. «J'ai demandé à la direction il y a trois semaines de régulariser les joueurs, mais en vain. Je ne peux pas supporter davantage cette situation. Nous avons besoin de plus de sérénité et de calme pour pouvoir réaliser de bons résultats. Pour le match du CABB, les joueurs sont décidés à mettre de côté leurs problèmes et se donner à 100 % pour décrocher la victoire», a-t-il ajouté.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Eau potable à Béjaïa

Reprise progressive de l'alimentation dès aujourd'hui

LA REPRISE de la distribution normale de l'eau potable dans la région notamment à Béjaïa et les communes voisines est prévue aujourd'hui, a-t-on appris hier. Les travaux de réparation de la conduite de diamètre 700mm endommagée il y a une semaine par les crues au niveau de l'oued Aguerioune (Taskariout est de Béjaïa) se sont poursuivis hier après la baisse du niveau de l'eau de oued Djer par les intempéries de la semaine dernière et aussi par les lâchers d'eau potable emmagasinée en surplus par le barrage Ighil Amada Draâ El Gaïd (daïra de Kherrata). La ville de Béjaïa et les villes voisines connaissent une perturbation dans l'alimentation en eau potable depuis une semaine à la suite notamment des dégâts occasionnés par les crues sur la conduite principale alimentant du chef-lieu de wilaya à partir de la source bleue. «Des travaux de réparation sont aussitôt entamés par

l'ADE dans l'attente de leur achèvement», a indiqué récemment l'Algérienne des eaux qui a poursuivi l'alimentation partielle en eau potable de la ville de Béjaïa, depuis notamment le barrage de Tichy-Haff. La ville de Béjaïa était alimentée un jour sur deux, ce qui est suffisant surtout en cette période de froid où les besoins en eau potable sont relatifs par rapport aux périodes de chaleur. La conduite de diamètre 700mm, ne cesse de subir, en période d'intempéries des dégâts au niveau de l'oued Aguerioune étant donné qu'elle traverse l'oued de la région à plusieurs endroits et son passage est parfois à l'intérieur même de l'oued. Plusieurs délégations ministérielles se sont, à maintes fois, déplacées sur les lieux et ont dressé des constats avec à chaque fois des engagements et décisions d'allouer des financements nécessaires afin de sécuriser la conduite et la protéger des crues. **Hocine Cherfa**

Transport/rail

Ouverture d'une nouvelle ligne ferroviaire Annaba-Bordj Bou Arreridj

UNE NOUVELLE ligne de transport ferroviaire reliant Annaba à Bordj Bou Arreridj a été mise en exploitation dimanche, apprend-on de la direction régionale de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF). La train desservant cette nouvelle ligne est parti dimanche à 4h00 d'Annaba passant par Azzaba et Ramdane-Djamel (wilaya de Skikda) puis Constantine, El Eulma et Sétif pour atteindre Bordj Bou Arreridj à 9h38, a précisé à l'APS Nabil Daâs, directeur adjoint pour les voyageurs à la direction régionale de la SNTF qui a indiqué que le train prendra le chemin du retour à 14h00 pour atteindre Annaba vers 20h00. Cette desserte quotidienne est assurée sur des wagons réhabilités par des compétences algériennes au niveau de l'atelier d'entretien ferroviaire de Sidi Bel-Abbès, selon le même cadre qui inscrit l'ouverture de cette ligne dans le cadre de la diversification de l'offre de la SNTF et la satisfaction de la demande des usagers. La ligne Constantine-Alger est «temporairement suspendue» depuis vendredi passé pour des «raisons techniques» qui seront prises en charge dans les «meilleurs délais», a par ailleurs fait savoir le même cadre qui a indiqué que les usagers de cette ligne peuvent emprunter le train Annaba-Alger «d'ici le rétablis-

sement de la desserte Constantine/Alger». Une nouvelle ligne Alger/Touggourt a été ouverte, en octobre dernier, et passe par Biskra, El-M'ghaïer (El Oued), M'sila et Bordj Bou Arreridj, outre la prolongation de 5 km de la ligne du train de transport des étudiants de l'université de Batna qui assure le transport jusqu'au nouveau pôle universitaire de Fesdis, selon la même source. Le même cadre a aussi annoncé la mise en service, le 20 novembre courant, d'une autre nouvelle ligne Tébessa/Alger via El Gourzi (Constantine) dont le départ de Tébessa a été programmé à 5h30 et le retour d'Alger à 18h00.

Hania T.

Le pouvoir d'achat des Algériens laminé par l'inflation



Louis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/Intempéries

Foyers privés d'électricité et tronçons routiers bloqués

Des dizaines de foyers sont restés sans électricité durant la nuit de samedi à dimanche dans la wilaya de Tizi Ouzou en raison de mauvaises conditions climatiques marquées par d'importantes chutes de pluies orageuses.

Par Hamid M.

Des habitants des villages Ait Arif, Izeroudène (commune de Tirmatine), Sid Ali Bounab (Tadmait), Redjaoua (TiziOuzou) ont passé la nuit sans électricité à cause de la chute des conducteurs HTA. Des équipes de la Sonelgaz ont été mobilisées hier pour rétablir le courant en dépit des contraintes rencontrées sur le terrain notamment au lieudit la «casse» pour la difficulté d'accès au site de la chute des conducteurs dans la commune de Draa Ben Khedda et du caractère accidentel au

niveau du village Redjaoua. Par ailleurs, l'amoncellement de la neige a rendu impraticable plusieurs tronçons routiers notamment la RN 30 reliant Tizi Ouzou à Bouira à hauteur de la commune d'Iboudrarène, la RN 15 entre Bouira et Tizi Ouzou au niveau du col de Tirourda (commune d'Iferhounène), la RN33 entre Bouira et Tizi Ouzou à hauteur de Saharidj, le CW 253 reliant Tiziouzu à Béjaïa au niveau du col de Chellata.

Près de 11 000 jeunes insérés dans le marché du travail via les dispositifs de l'Anem

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) a placé 10 938 jeunes via ses différents dispositifs d'insertion professionnelle de janvier à octobre 2019. Alors que 3 857 attendent d'être placés dans des postes d'emploi. Les statistiques établies par l'antenne locale de l'Anem révèlent que l'offre enregistrée en matière de demande la main-d'œuvre qualifiée est estimée à 13 000 postes dont 86% au niveau des entreprises privées. L'Anem de Tizi Ouzou compte 10 agences locales à travers les 67 communes. **H.M.**

Banque d'Algérie

Benabderrahmane prend ses fonctions de gouverneur

Ayman Benabderrahmane a pris dimanche ses fonctions de gouverneur de la Banque d'Algérie, en remplacement de Amar Hiouani qui occupait ce poste par intérim. A cette

occasion, M. Benabderrahmane s'est dit déterminé à «aller de l'avant pour poursuivre la réalisation des chantiers engagés par la Banque d'Algérie et d'entamer de nouveaux». Pour le nouveau

gouverneur de la Banque des banques, la première mission qui lui a été confiée, consiste à «restaurer la confiance» entre le citoyen et la sphère bancaire. Il s'agit également d'œuvrer à la redynamisation des banques et des institutions financières, pour la mettre à la page des évolutions enregistrées au niveau international. Affirmant que la Banque d'Algérie était «une institution publique et républicaine», M. Benabderrahmane a rassuré elle demeurera à «l'écoute des préoccupations des citoyens et des opérateurs économiques». Pour consacrer le principe de la transparence, le nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie a promis de tenir des rencontres périodiques avec la presse dans l'objectif d'informer l'opinion publique sur les mutations de la place financière.

G. H.

Emploi

400 000 détenteurs de contrats de préemploi régularisés au cours des trois prochaines années

LA SITUATION de plus de 400 000 détenteurs de contrats de préemploi sera régularisée au cours des trois prochaines années, a annoncé, dimanche depuis la wilaya déléguée d'In-Salah (Tamanrasset), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salaheddine Dahmoune. S'exprimant lors d'une rencontre avec la population de Foggaret El-Arab, commune de Foggaret-Ezzoua, en marge de l'inauguration d'une salle de lecture, le ministre a indiqué que «la situation de plus de 400 000 titulaires de contrats de préemploi sera régularisée définitivement au cours des trois prochaines années à l'échelle nationale». «Cette décision a été prise par le gouvernement en dépit de la conjon-

ture financière du pays», a souligné M. Dahmoune. Il a également souligné l'importance de la formation et de la qualification des jeunes leur permettant d'intégrer le monde du travail, avant d'ajouter que l'école du gaz constitue un «important acquis» pour la région et est susceptible de doter les jeunes d'une qualification dans des spécialités projetées, et de leur accorder la priorité dans le recrutement des entreprises pétrolières. Le ministre de l'Intérieur a convié, en outre, la société civile à encourager les jeunes à profiter des opportunités de formation disponibles dans les divers établissements de l'enseignement et de la formation professionnelle qui offrent plus de 420 spécialités de formation aux jeunes. **K. L.**